

## CRISE DE LA ZONE EURO : QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES ÉCONOMIES AFRICAINES ?

*La zone euro joue un rôle clef dans l'intégration du continent africain à l'économie mondiale. Bien que les relations économiques avec les nouveaux émergents se développent rapidement, beaucoup de pays africains ont conservé des liens étroits avec les vieilles puissances européennes qui absorbent une part significative de leurs exportations de matières premières et leur fournissent des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement. C'est aussi de ces pays que sont envoyés la majorité des fonds issus des migrations à destination de l'Afrique. Nous examinons dans quelle mesure la crise de la zone euro est susceptible d'affecter les économies africaines. Les pays d'Afrique du Nord, fortement dépendants des importations de la zone euro sont parmi les plus exposés. C'est le cas aussi des petits pays insulaires qui, de surcroît, devraient pâtir d'un fléchissement du tourisme. Les pays d'Afrique sub-saharienne risquent, eux, d'être victimes d'une baisse de l'aide publique au développement. La crise met ainsi en lumière la fragilité, pour les pays d'Afrique, du partenariat européen et devrait les inciter à renforcer encore leurs liens avec les pays émergents et à développer les relations économiques intra-régionales.*

1

### ■ L'Afrique, très dépendante de la situation économique dans la zone euro

Les perspectives économiques pour l'Afrique, telles qu'annoncées récemment par les grandes institutions internationales, sont encourageantes. D'après le rapport Perspectives économiques mondiales 2012 de la Banque mondiale, la croissance économique en Afrique sub-saharienne est restée forte en 2011 (4,9% et 5,9% en excluant l'Afrique du Sud)<sup>1</sup>. De surcroît, grâce à l'augmentation des dépenses de consommation permise par l'émergence progressive d'une classe moyenne et l'exploitation de nouveaux gisements pétrolifères (Ouganda, Niger), gaziers (Mozambique) ou encore miniers (métaux précieux au Gabon), la Banque mondiale s'attend à ce que la croissance de l'Afrique s'accélère en 2012. Toutefois, la situation pourrait s'assombrir en raison de la dépendance de la région à l'égard de la zone euro : comme en témoigne le graphique 1, la croissance économique du continent africain dans son ensemble est très liée à celle de la zone euro.

Or, bien que ses dernières estimations<sup>2</sup> soient un peu moins pessimistes qu'en début d'année, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit toujours une croissance très faible pour l'Allemagne

(+0,6%) et la France (+0,5%) en 2012, voire négative pour l'Espagne et l'Italie. Prise dans son ensemble, la zone euro devrait connaître une baisse du PIB de 0,3% en 2012.

### ■ Des canaux de transmission différents selon les pays

Les menaces d'une propagation de la crise européenne vers les économies africaines sont intimement liées à l'évolution du commerce extérieur, de l'aide publique, des investissements étrangers, des envois de fonds des migrants et des recettes touristiques. Toutefois, étant donné la grande diversité des économies africaines (monnaie rattachée à l'euro ou au dollar, grande diversification des exportations ou mono-exportateurs, importateurs nets ou exportateurs nets, producteurs de matière première ou de pétrole, pays très pauvres ou émergents, etc.), une éventuelle récession en zone euro n'aura pas les mêmes effets sur chacun des pays.

1. Si l'on inclut les pays d'Afrique du Nord, la croissance économique africaine de 2011 tombe toutefois à 2,7% (contre 5% en 2010).

2. Publiées le 16 avril 2012.

### *Un impact immédiat et négatif sur le commerce*

La crise de la zone euro pourrait avoir deux effets antagonistes sur les exportations des économies africaines : un effet demande négatif et un effet prix favorable aux exportations africaines libellées en euro.

L'Union européenne, prise dans son ensemble, s'impose comme le premier partenaire commercial de l'Afrique, absorbant environ 37% des exportations africaines, hors pétrole. La dépendance commerciale vis-à-vis de l'Europe est particulièrement importante en Afrique du Nord et dans les petites économies insulaires (graphique 2). La baisse de la demande extérieure pourrait avoir des effets importants en termes d'emplois dans les industries exportatrices et freiner ainsi la demande intérieure et la croissance économique des pays africains exportateurs.

La baisse de l'euro pourrait, à l'inverse, avoir des effets positifs sur le commerce des pays exportateurs de la zone CFA (Communauté Financière Africaine)<sup>3</sup>. Leur arimage à l'euro pourrait en effet permettre de relancer la compétitivité-prix de leurs produits à l'export. Cela n'est évidemment valable que lorsque ces pays exportent en dehors de la zone euro, or la zone euro constitue encore l'un des principaux marchés de cette région (absorbant 26% de ses exportations totales en 2010). L'effet demande devrait donc l'emporter sur l'effet prix et pénaliser les exportations des pays CFA.

En ce qui concerne les importations, beaucoup des produits importés par les pays CFA (pétrole, fuel, etc.) sont libellés en dollars. La dépréciation de l'euro pourrait ainsi avoir un effet négatif sur le déficit de la balance commerciale de certains pays africains : nous aurions d'un côté une baisse des exportations pénalisées par un effet prix négatif, et de l'autre un gonflement des importations libellées en dollar.

### *Une réduction de l'aide publique au développement allouée par la zone euro*

Bien que de nouveaux acteurs de la coopération émergent en Afrique, notamment la Chine<sup>4</sup>, les États-Unis et l'Europe demeurent les principaux bailleurs de l'Afrique. D'après l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) à destination de l'Afrique a augmenté en 2010 de 3,6% par rapport à 2009, atteignant un montant global de 29,3 milliards de dollars<sup>5</sup>. Environ 45% de cette aide provient de la zone euro (graphique 3). La France est le premier bailleur bilatéral en Afrique derrière l'Union européenne (via le Fonds Européen de Développement).

L'intensification de la crise de la dette a mené certains pays de la zone euro à réduire les montants d'aide alloués. D'après les derniers chiffres de l'OCDE, pour la première fois depuis 1997, l'aide publique mondiale, dominée par les pays européens, a

diminué de 2,7% en 2011 (en valeur réelle). Ce recul de l'aide a été particulièrement marqué en Grèce (-39,3%) et en Espagne (-32,7%), pays les plus touchés par la crise de la zone euro, jusqu'à présent. La France, elle, a reculé au 4<sup>ème</sup> rang mondial suite à la baisse de 5,6% de son APD en 2011.

Il est très probable que cette tendance à la baisse se prolonge en 2012 et pénalise les pays africains les plus dépendants de l'APD de la zone euro, tels que le Libéria, la République Démocratique du Congo, la République du Congo et le Mozambique (dont les montants d'aide reçus de la zone euro atteignaient respectivement 35%, 9%, 8% et 6% de leur PIB en 2010).

### *Un effet incertain sur les investissements directs étrangers*

Bien que l'APD représente toujours la principale source de capitaux pour beaucoup de pays africains, les investissements directs étrangers (IDE) à destination de l'Afrique ont beaucoup progressé depuis 2002 et participent de façon importante au financement des infrastructures et du secteur minier. Cependant, d'après la CNUCED, les troubles politiques qui ont eu lieu en Egypte, en Tunisie et en Libye, ainsi que la conjoncture économique mondiale difficile ont entraîné pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive une baisse des IDE vers l'Afrique en 2011. Les IDE à destination du Maroc (dont 96% proviennent de la zone euro) ont, par exemple, diminué de 26,9% en 2011.

La faiblesse des taux d'intérêt pratiqués aujourd'hui dans les pays développés pourrait favoriser les flux d'investissement vers l'Afrique, en particulier vers l'Afrique sub-saharienne. Le dernier rapport de la MIGA (*Multilateral Investment Guarantee Agency*) prévoit d'ailleurs un doublement des IDE vers cette région d'ici 2013, avec comme contrepartie un risque élevé de pression inflationniste dans les pays receveurs.

### *Les envois de fonds des migrants plutôt résilients*

Selon la Banque mondiale, l'Afrique aurait reçu 40 milliards de dollars US sur les 325 milliards que les migrants ont envoyés vers les pays en développement en 2010. Du fait de sa proximité géographique et de ses liens historiques avec l'Afrique, l'Europe reste une destination privilégiée par les migrants africains et constitue ainsi une des principales régions émettrices de transferts à destination des ménages africains (graphique 4). En 2010, les principaux pays de la zone euro émetteurs de transferts à destination des pays africains étaient la France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal (avec respectivement 42%, 16%, 15,5% et 7% des transferts en provenance de cette zone).

La dégradation de la situation économique des migrants en Europe est susceptible d'avoir un effet direct sur les montants individuels transférés en Afrique et indirect à travers leur retour dans leur

3. La zone CFA comprend le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo (qui forment à eux huit l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine), ainsi que le Cameroun, la République Centre-Africaine, le Tchad, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon (ces six pays forment la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale).

4. Même si l'aide chinoise a augmenté de façon très importante dans les flux d'aide bilatéraux à destination de l'Afrique, celle-ci reste uniquement orientée vers les pays africains qui ont des exportations stratégiques pour la Chine. Ainsi, seule une minorité de pays africains en bénéficient.

5. Cependant, si l'on exclut les dons attribués au titre de l'allègement de dettes, les apports d'aide bilatérale en direction de l'Afrique ont légèrement diminué (-0,1%).

pays d'origine (faute d'avenir en Europe ou suite au durcissement des politiques migratoires). Avec en 2010 des transferts d'argent en provenance de la zone euro représentant respectivement environ 6%, 5% et 4% de leur PIB<sup>6</sup>, le Maroc<sup>7</sup>, le Cap-Vert et le Sénégal seraient les États africains les plus affectés par un éventuel tarissement de ces flux.

Certains pays risquent de pâtir également de l'appréciation de leur monnaie par rapport à l'euro<sup>8</sup>, qui diminue la valeur en monnaie locale des transferts en euros.

Cependant, les transferts des migrants tendent à être beaucoup moins volatiles et dépendants de la conjoncture économique que les autres flux de capitaux privés<sup>9</sup>. Ainsi, dans l'année qui a suivi l'éclatement de la crise financière de 2008 par exemple, les transferts mondiaux n'ont diminué que de 5,2%, contre 39,7% pour les IDE. Il semble que de la même manière, les transferts en provenance d'Europe sont relativement résilients à la crise de la zone euro. La Direction de la Prévision et des Études Économiques du Sénégal a même annoncé récemment que les envois de fonds des émigrés sénégalais, qui proviennent principalement de France, d'Espagne et d'Italie, ont connu une hausse de 2,2% par rapport à 2010. De même, d'après la Banque Centrale de Tunisie, les transferts des tunisiens résidents à l'étranger (dont la majorité se trouve en France et en Italie) auraient augmenté de 25 % entre le 1<sup>er</sup> semestre 2011 et le 1<sup>er</sup> semestre 2012.

### *Un ralentissement des recettes touristiques*

Bien que l'Afrique, en tant que destination, soit encore sous-représentée dans les statistiques du tourisme mondial<sup>10</sup> et que les infrastructures touristiques soient relativement peu développées, l'organisation mondiale du tourisme (OMT) estime que les arrivées de touristes internationaux en Afrique sont passées de 27 à 50 millions entre 2000 et 2010. Quant aux recettes provenant du tourisme international, elles auraient triplé en l'espace de dix ans, passant de 10 à 30 milliards en 2010.

Le tourisme africain a cependant connu un ralentissement en 2010-2011. Bien que cette stagnation semble pouvoir s'expliquer davantage par les événements internes (les révolutions arabes) que par la conjoncture internationale<sup>11</sup>, l'OMT prévoit une baisse du nombre de touristes européens dans certains pays d'Afrique du fait de la crise économique (le Kenya connaît déjà une baisse de la fréquentation des touristes français de 10% depuis l'an dernier) : Cela pourrait être encore une mauvaise nouvelle pour les petites économies insulaires qui, déjà particulièrement exposées aux risques

commerciaux, sont fortement dépendantes de la fréquentation des touristes en provenance d'Europe.

## ■ L'Afrique doit trouver de nouvelles sources de croissance

### *Un continent plus fragile face au choc européen*

Relativement à 2008, où les économies africaines avaient pu mettre en place des politiques de relance contra-cycliques grâce à leurs réserves, les marges de manœuvre sont aujourd'hui beaucoup plus limitées pour faire face à une éventuelle dégradation prolongée de la situation des économies européennes. En effet, sur 25 pays dont les données sont disponibles pour 2007 et 2010, 19 ont connu une dégradation de la balance courante depuis 2008 qui risque de s'aggraver suite à la baisse des recettes fiscales liées au commerce (les droits de douane représentant encore pour de nombreux pays africains une part importante des recettes publiques totales).

De plus, mis à part les pays exportateurs de pétrole, les pays africains ont connu une détérioration significative de leur solde budgétaire depuis 2007 (graphique 5), réduisant leur capacité à mettre en place des politiques budgétaires expansionnistes.

La possibilité pour les pays africains de surmonter ce problème de mobilisation de ressources financières internes en ayant recours aux marchés internationaux risque d'être amoindrie par la hausse du coût des emprunts sur le marché mondial.

Enfin, la capacité des pays africains à faire face aux conséquences de la crise de la zone euro dépendra significativement de leur degré de défaillance, c'est-à-dire de leurs difficultés à assurer la stabilité politique, la sécurité économique et la cohésion sociale sur leur territoire. D'après le think-tank américain *The Fund for Peace*, seize des États les plus fragiles du Monde sont en Afrique<sup>12</sup>.

### *Une nécessaire diversification des relations économiques*

Les difficultés économiques rencontrées par les partenaires traditionnels de l'Afrique rendent la diversification géographique du commerce africain particulièrement attrayante, notamment avec les "grands émergents". La Chine s'est récemment hissée au premier rang des partenaires commerciaux de l'Afrique, dépassant les États-Unis. En 2010, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont dépassé les 120 milliards de dollars, contre moins

6. Calculs effectués à partir des données de Ratha et Show (2011) et de WDI (2011).

7. 7% du PIB du Maroc proviennent des transferts des migrants et 85% d'entre eux sont émis de la zone euro.

8. Comme c'est le cas pour le dirham marocain par exemple. On peut toutefois noter que l'appréciation du dirham face à l'euro devrait occasionner une baisse des charges du service de la dette du Maroc principalement libellée en euro.

9. C. M. Buch, A. Kuckulenz & M. L. Manhec (2002), *Worker Remittances and Capital Flows*, Kiel Institute for the World Economy 1130. I. Grabel (2008), *The Political Economy of Remittances: What do we know? What do we need to know?*, Working Paper n° 184, Political Economy Research Institute, Amherst, Massachusetts. S. Mohapatra, D. Ratha & A. Silwal (2010), *Outlook for Remittance Flows 2011-12: Recovery After the Crisis, But Risks Lie Ahead*, Migration and Development Brief 13, Migration and Remittances Unit, World Bank, Washington, DC.

10. À l'échelle du continent, le tourisme n'est réellement développé que dans un nombre limité de pays : la Tunisie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Kenya, le Botswana, l'île Maurice, la Namibie et le Sénégal.

11. Alors que le nombre de touristes a chuté de 12% en Afrique, il a augmenté de 7% en Afrique sub-saharienne.

12. La Somalie, la République Démocratique du Congo et le Soudan ont obtenu les scores les plus mauvais pour 2012.

de 10 milliards en 2000, et cette tendance devrait se prolonger. Selon la Banque africaine de développement (BAD), en 2060 la Chine pourrait recevoir à elle seule 26% des exportations africaines, soit autant que l'Europe et les États-Unis réunis, contre seulement 5% actuellement. Le premier partenaire commercial africain pour la Chine est l'Angola, dont 45% de la production de pétrole est exportée en Chine. Tant que la Chine et l'Inde continuent à avoir un aussi gros besoin de matières premières et notamment de pétrole, les pays qui possèdent ces ressources peuvent espérer amortir le choc de la crise européenne. Ce développement des échanges sino-africains a récemment amené certains dirigeants africains à envisager l'utilisation de la monnaie chinoise dans leurs transactions avec la Chine afin de diminuer le risque de change et les coûts de transaction. L'Afrique du Sud, le Zimbabwe sont ainsi tentés de suivre l'exemple du Nigéria qui a déjà converti environ 1,5% de ses réserves en yuan ces derniers mois. Il est prévu que cette tendance s'accroisse et qu'en 2015, plus de 40% des échanges entre la Chine et le continent africain s'effectuent en yuan.

Bien qu'il n'ait cessé de croître depuis 2001, le commerce interafricain ne représente aujourd'hui que seulement 11% du commerce du continent et ne permet pas de compenser les chocs de la demande extérieure. La stagnation économique de l'Europe et ses conséquences sur le commerce africain pourraient être un argument fort pour inciter les pays africains à développer le commerce à l'intérieur des frontières africaines, notamment à travers le développement des infrastructures physiques et financières, la simplification des procédures transfrontalières, l'harmonisation institutionnelle, l'élimination des barrières non-tarifaires, ou encore la révision de la législation relative à l'immigration. Le fait d'envisager une future interchangeabilité entre le franc CFA de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et celui de l'Afrique centrale (CEMAC) suscite de l'espoir quant au développement des échanges commerciaux entre les pays de ces régions (quasi-nuls aujourd'hui). Le développement du commerce intra-africain est d'autant plus important que même la Chine, dont le PIB dépend étroitement des importations européennes et nord-américaines, n'est pas à l'abri d'un ralentissement de son économie<sup>13</sup>. Pour ce qui est des flux d'IDE et d'APD à destination de l'Afrique, ceux que l'on appelle les "grands émergents" jouent là encore un rôle de plus en plus prégnant. La Chine et, dans une moindre mesure,

l'Inde ou le Brésil, sont ainsi devenus des investisseurs de premier plan sur le continent (en particulier dans le secteur des matières premières, de la banque ou encore des infrastructures). La part de la Chine dans les investissements directs en Afrique est ainsi passée de 1% en 2003 à 16% en 2008, selon le FMI<sup>14</sup>. De plus, on estime que la Chine fournit aujourd'hui environ 10% de l'APD reçue par l'Afrique et que ses prêts dépassent ceux de la Banque mondiale.

Concernant le tourisme, il semble que les destinations africaines traditionnellement prisées des européens cherchent à diversifier la provenance de leurs visiteurs. Fait nouveau, elles essaient dorénavant d'attirer davantage les touristes africains. Le Maroc, par exemple, a inscrit le tourisme interne comme l'une des priorités de sa stratégie touristique à l'horizon 2020. Il offre ainsi des promotions aux touristes en provenance de certains pays d'Afrique, tout en développant des lignes aériennes avec les autres pays du continent<sup>15</sup>, notamment le Kenya. Ces deux pays viennent d'ailleurs de signer un Accord visant à favoriser le tourisme bilatéral.

La forte dépendance de certaines économies africaines à la conjoncture économique de la zone euro et le ralentissement de l'économie chinoise laissent penser que la récession européenne ne sera pas sans effet sur la croissance africaine. On s'attend à un effet plus important et plus immédiat sur les économies dépendantes des importations de la zone euro (en l'occurrence les pays d'Afrique du Nord, cf. graphique 6 et carte 1) et ceux dont la monnaie est directement rattachée à l'euro (pays CFA). Il est probable que l'effet sera moindre et plus différé dans les pays principalement liés à la zone euro à travers le canal de l'APD (Afrique sub-saharienne) ou du tourisme (Afrique orientale) et pour les économies très peu dépendantes de la zone euro (Afrique australe). La capacité des pays africains à faire face aux conséquences de la récession qui touche la zone euro dépendra largement des marges de manœuvre budgétaires dont ils disposent et de la souveraineté des États. Enfin, en démontrant les limites du partenaire européen, la crise de la dette souveraine devrait inciter les États africains à développer les relations économiques intra-régionales.

*Maëlan Le Goff*  
maelan.legoff@cepil.fr

13. La croissance des exportations chinoises a atteint 4,9% en avril, contre 8,9% en mars.

14. IMF (2011), Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa, octobre.

15. La compagnie Royal Air Maroc a récemment promis de lancer une nouvelle ligne Casablanca-Nairobi, par exemple.

## LA LETTRE DU CEPII

© CEPII, PARIS, 2012  
RÉDACTION  
Centre d'études prospectives  
et d'informations internationales  
113, rue de Grenelle  
75700 Paris SP 07  
Tél. : 33 (0)1 53 68 55 14  
Fax : 33 (0)1 53 68 55 03

DIRECTEUR DE LA  
PUBLICATION :  
Agnès Bénassy-Quéré

RÉDACTION EN CHEF :  
Gunther Capelle-Blancard

RÉALISATION :  
Laure Boivin

DIFFUSION :  
DILA  
Direction de l'information  
légale et administrative

ABONNEMENT (11 numéros)

France 60 € TTC  
Europe 62 € TTC  
DOM-TOM (HT, avion éco.)  
60,80 € HT  
Autres pays (HT, avion éco.)  
61,90 € HT  
Supl. avion rapide 0,90 €

Adresser votre commande à :

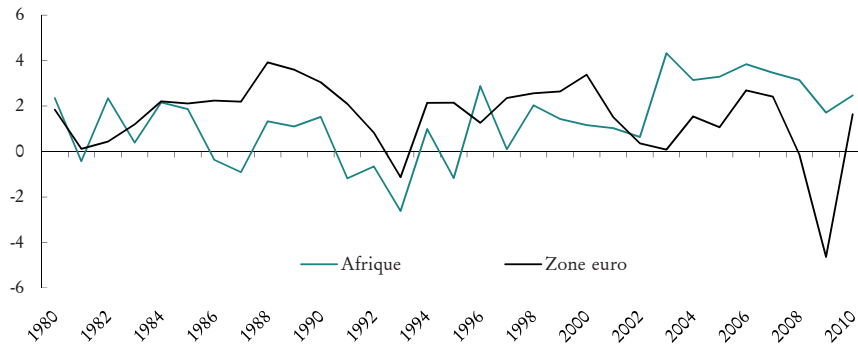
**Direction de l'information légale et  
administrative (DILA)**  
23, rue d'Estrées - 75345 Paris cedex 07  
commande@ladocumentationfrancaise.fr  
tél. : 01 40 15 70 01

Le CEPII est sur le WEB  
son adresse : [www.cepil.fr](http://www.cepil.fr)  
ISSN 0243-1947  
CCP n° 1462 AD

26 juin 2012  
Imprimé en France par le  
Centre d'Analyse Stratégique

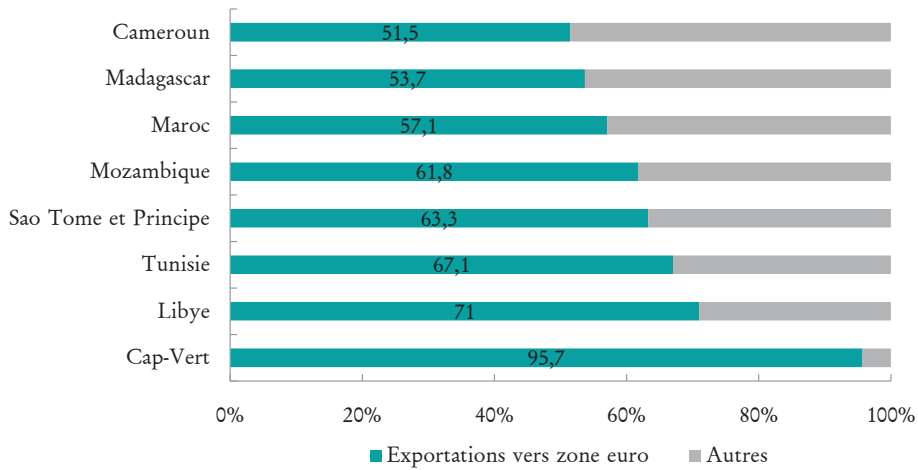
*Cette lettre est publiée sous la  
responsabilité de la direction du CEPII. Les  
opinions qui y sont exprimées sont celles  
des auteurs.*

Graphique 1 – Taux de croissance moyen du PIB par tête de la zone euro et de l'Afrique (1980-2010)



Source : World Development Indicators (2011), Banque mondiale.

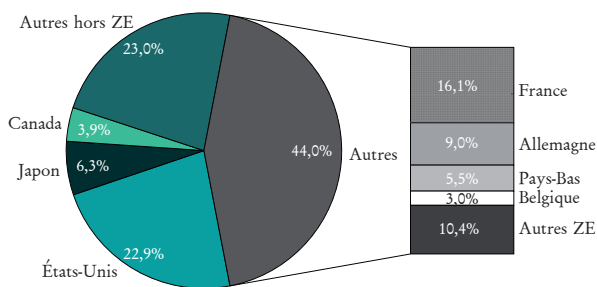
Graphique 2 – Pays africains dont la part des exportations vers la zone euro dépasse 50% de leurs exportations totales (2010)



Source : COMTRADE (2011).

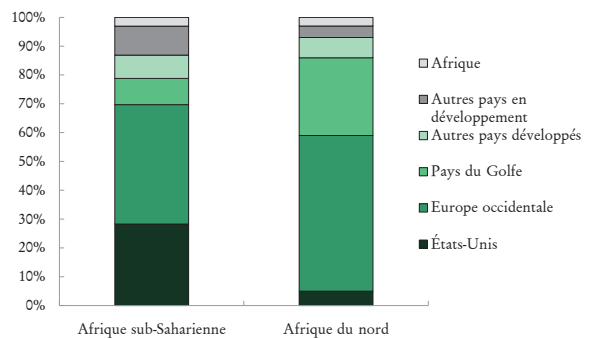
5

Graphique 3 – Ventilation de l'aide vers l'Afrique en % de l'aide des pays du comité d'aide au développement (2000-2010)



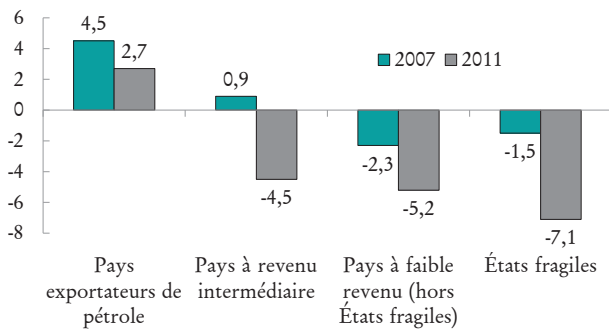
Source : Statistiques OCDE-CAD (2011).

Graphique 4 – Origines des transferts reçus par l'Afrique, 2010 (en % du total des transferts reçus)



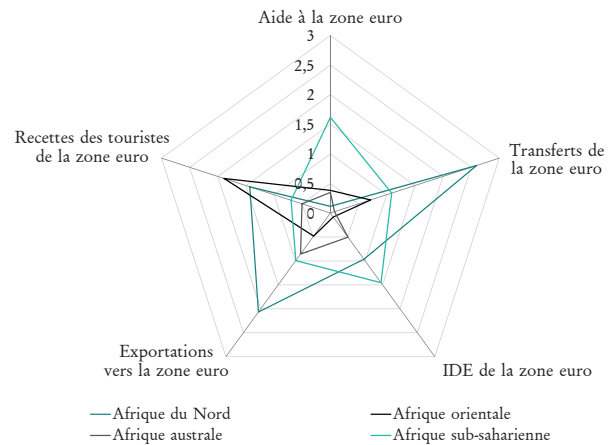
Source : Banque Mondiale (2010).

Graphique 5 – Solde budgétaire des pays africains en 2007 et 2011 (en % du PIB)



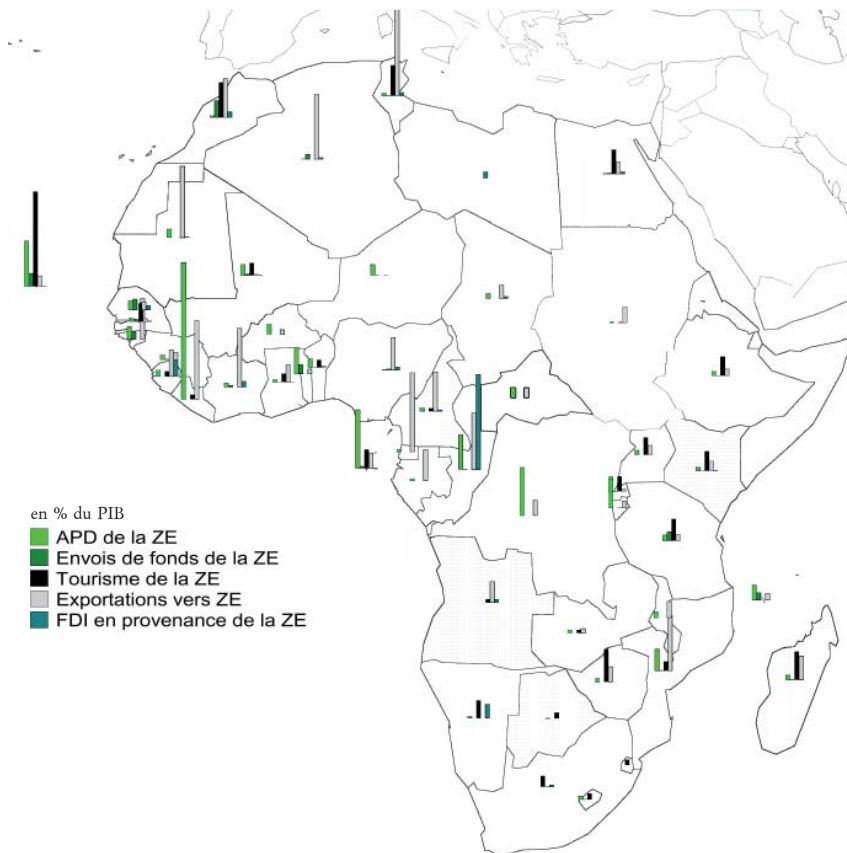
Source : FMI, base de données du Département Afrique et des Perspectives de l'économie mondiale (2011).

Graphique 6 – La dépendance relative des régions africaines vis-à-vis de la zone euro



Note : Nous avons pris la part de chaque flux dans le PIB de la région sur la part du flux dans le PIB du continent africain. Cela permet de mesurer pour chacune des variables, la dépendance relative de la région vis-à-vis de la variable par rapport à la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de cette même variable.  
Sources : OCDE-DAC, WDI, FMI, COMTRADE et calculs de l'auteur.

Carte 1- Liens économiques entre l'Afrique et la zone Euro en 2010



Source : World Development Indicators (2011), Banque mondiale ; COMTRADE.